

Mise en œuvre du dispositif d'expérimentation prévu par la loi relative à l'énergie et au climat

Date de la contribution : 02/03/2020

Question 1 : Avez-vous des observations sur les critères d'éligibilité envisagés par la CRE ?

Préambule

Devant les enjeux de modification profonde du paysage énergétique exigés par la décarbonation du système énergétique et plus généralement la transition énergétique, les acteurs du marché de l'énergie doivent participer aux adaptations nécessaires des règles pour une transition efficace, robuste, et économiquement acceptable. La mise en place temporaire et limitée d'expérimentations (« bac à sable réglementaire et régulateur ») offrent l'opportunité de mettre en place et vérifier l'intérêt de telle ou telle adaptation, à une maille représentative.

Ainsi la CRE a-t-elle su, dans le cadre de la régulation, permettre par ses décisions une forme d'expérimentation sur des sujets innovants proposés par GRTgaz (Jupiter1000, West Grid Synergy, TENORE, politique de Recherche et Développement ou encore rebours en anticipation du droit à l'injection). La CRE a reconnu dans ses décisions tant les enjeux en termes de transformation du système énergétique, que les mesures prises par GRTgaz pour assurer un coût contenu pour la collectivité (réalisation en partenariat, recherche de subventions, maîtrise des coûts...). Elle s'est en outre assuré qu'un retour vers les acteurs de marché des apprentissages faits dans ces expérimentations serait réalisé (coopération avec les autres opérateurs de réseaux, publication de résultats, ...).

L'ampleur des défis de la transition énergétique nécessite d'élargir l'approche des projets afin de prendre en compte la combinaison des enjeux réglementaires (sécurité, informatique, ...), sociétaux et économiques. Elle nécessite également que d'autres acteurs que les opérateurs de réseau puissent bénéficier de cadres expérimentaux adaptés, à travers une procédure facilitant leur identification et leur mise en place. Il semble donc qu'au-delà des quelques projets « pionniers » déjà engagés dans le cadre permis par le contexte réglementaire et régulateur existant, la mise en place de dérogations limitées et partielles vis-à-vis de ce cadre soit à envisager.

La présente consultation de la CRE entre bien dans le cadre des enjeux de transformation appelés par la transition énergétique. Elle est cependant fortement focalisée sur l'aspect procédural du traitement de ces expérimentations, et plus encore des seules exceptions relevant du domaine régulateur.

Au-delà des questions réglementaires, GRTgaz souhaite souligner que les attentes d'expérimentation portent également sur les aspects réglementaires visés par l'article de la loi énergie-climat. Au regard de la nature des expérimentations envisageables, les demandes de dérogation sont de nature à porter à la fois sur les aspects réglementaires et réglementaires. Ainsi, un guichet unique de dépôt des dossiers et une procédure partagée entre le régulateur et les ministères concernés sont indispensables pour répondre simplement, rapidement et efficacement aux acteurs du marché.

Réponse Question 1

Les critères d'éligibilité envisagés par la CRE découlent du périmètre fixé par la loi et du strict cadre de régulation et apparaissent de ce fait très restrictifs.

La notion de bénéfice pour la collectivité mérite un approfondissement et devra être partagée avec les parties prenantes afin de qualifier les bénéfices pour la collectivité. En particulier l'apport des opérateurs d'infrastructures sur l'appréhension du bénéfice pour les systèmes énergétiques devra être pris en compte.

Question 2 : Avez-vous des observations sur la procédure envisagée par la CRE ?

Les 5 étapes prévues par la CRE semblent former un ensemble logique. Toutefois, les éléments de planning évoqués, semblent très contraignants à la fois pour les porteurs de projets (peu de phases d'ouverture du guichet) et pour les opérateurs d'infrastructures (délai très réduit pour évaluer l'impact d'un projet dans la phase d'analyse approfondie).

Sur le fonctionnement par guichets successifs, il nous paraît opportun que les périodes d'ouvertures des guichets (un à deux par an) soient assouplies afin de tenir compte de la dynamique de développement des expérimentations et de leur éventuelle coordination avec d'autres programmes ou guichets (aides française, européenne, appels à

projets, ...). De ce point de vue, un traitement « au fil de l'eau » est mieux adapté.

En parallèle, le rapport annuel prévu par la loi viendrait donner une vision plus long terme et globale de l'avancement des expérimentations et serait une occasion de mettre en lumière des tendances et des politiques plus générales, ainsi que les principaux obstacles identifiés par les promoteurs de projets.

Par ailleurs, pour ce qui concerne la phase d'instruction, il convient de souligner l'importance de la consultation des gestionnaires de réseaux si ceux-ci ne sont pas à l'initiative du projet « bac à sable », afin de permettre une évaluation des impacts sur le réseau. Selon la complexité du projet et son impact sur les réseaux, la durée de 3 mois pour cette phase d'analyse approfondie peut représenter une contrainte forte pour ces derniers. Le cas échéant, il conviendra d'encourager les porteurs de projets à anticiper des besoins d'études avec les opérateurs. Au cours de la phase d'expérimentation, en fin de période d'expérimentation, et dans la définition des conditions de déroulement de l'expérience, il convient que les opérateurs de réseaux soient associés à l'évaluation de l'impact du projet et puissent définir les échanges d'informations et conditions opérationnelles nécessaires à la bonne intégration du projet dans le système énergétique et à sa préservation.

Sur la combinaison de ces deux aspects (cadencement des ouvertures de guichet et phase d'instruction), il est à noter que l'ouverture du 1^{er} guichet au Q2/2020 pourrait engendrer une congestion dans le traitement des dossiers par les gestionnaires de réseaux gaziers, au moment où ceux-ci sont déjà fortement sollicités par un programme ambitieux d'élaboration coordonnée des plans de zonage biométhane. C'est pourquoi il nous semble que plusieurs fenêtres d'ouverture de guichet permettraient d'assurer un meilleur traitement des dossiers en évitant la concentration de projets sur un seul guichet.

Question 3 : Avez-vous des observations sur le contenu du dossier de candidature envisagé par la CRE ?

Comme mentionné supra, l'avis des opérateurs doit être pris en compte le plus en amont possible.

Une information préalable au stade de l'analyse de faisabilité du dossier est souhaitable pour que les opérateurs se préparent à rendre un avis circonstancié dans les délais lors de la phase d'analyse approfondie.

Question 4 : Avez-vous des observations sur le suivi des expérimentations envisagé par la CRE ?

Le suivi par la CRE et la publicité des retours d'expérience extensifs doit aussi prévoir une association autant que de besoin des opérateurs de réseaux afin de documenter la réalité des bénéfices pour les systèmes énergétiques identifiés pour la collectivité et la possibilité de mise en œuvre à l'échelle de la solution expérimentée.

Question 5 : Voyez-vous d'autres modalités de mise en œuvre qu'il serait nécessaire de préciser ?

En fonction du nombre de projets et des points de difficulté identifiés, une approche plus globale des sujets, qui ne se limite pas au strict cadre de la régulation, pourrait s'avérer bénéfique. En particulier, GRTgaz est en faveur, si le mode de guichet était retenu, d'un guichet unique de dépôt des dossiers et une procédure partagée entre le régulateur et les ministères pour répondre simplement, rapidement et efficacement aux acteurs du marché sur les expérimentations portant à la fois sur la régulation et la réglementation.

Le cadre d'une telle approche dépasse le format nécessairement contraint d'une consultation publique, et demande une concertation associant largement, le régulateur, les autorités administratives, les opérateurs d'infrastructures et les acteurs du marché.

Par ailleurs la procédure de traitement des dérogations envisagée par la CRE (mode d'ouverture du guichet, phasage, temps de traitement...) doit faire l'objet d'un retour d'expérience aboutissant le cas échéant à une révision et une adaptation pour mieux répondre aux contraintes des projets (calendrier des appels à projets, exigences des autres guichets européens ou français, ...) et aux attentes des acteurs de marché.